

*Accord de libre-échange Canada—États-Unis*

J'ai trouvé une autre citation aujourd'hui qui s'applique à bon nombre de députés d'en face. Quelqu'un, dont j'ignore le nom, a déjà déploré un jour que 90 p. 100 de politiciens puissent parvenir à faire une mauvaise réputation à l'autre 10 p. 100. Il y a là-bas un député d'une circonscription de Vancouver. Il a cherché dans toute la Colombie-Britannique une circonscription qui soit prête à l'accepter. Je suis content qu'il ait trouvé le moyen de se faire élire. Il est agréable de le revoir ici car ce n'est pas un mauvais diable même s'il est socialiste.

• (2350)

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Crosbie:** Je voudrais revenir un peu sur ce que le député de Malpeque a dit aujourd'hui du développement régional. Combien de temps, Seigneur, devons-nous parler des programmes de développement régional et de la façon dont l'Accord de libre-échange va y mettre un terme? Comment pourrions-nous les abolir alors qu'ils sont inscrits dans la Constitution même? La détermination de notre pays à surmonter les inégalités régionales est exprimée dans la Constitution même.

De nombreux députés d'en face sont des partisans du GATT. Le critique du NPD n'est pas venu à notre réunion du GATT à Montréal la semaine dernière parce que son chef ne lui a pas transmis notre invitation. Je voulais personnellement le voir au GATT pour voir sa réaction lorsqu'il se rendrait compte que le GATT existe et qu'il serait arraché à son obsession concernant l'Accord de libre-échange avec les États-Unis. J'espérais le voir au GATT ainsi que le député de Winnipeg-Centre-Ramolli, mais, non, il n'est pas venu.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Crosbie:** Je ne sais pas où se trouvait le député de «Winnipeg-Centre-Ramolli» au moment de la réunion du GATT. Je suis heureux de voir que le député de Sudbury est de retour à la Chambre. Je ne l'ai jamais entendu dire quelque chose de sensé, mais il est souvent amusant et cela compense.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Langdon:** Monsieur le président, j'invoque le Règlement. J'aimerais bien que le ministre s'en tienne au sujet, même si je sais qu'il aura bien du mal à le faire, étant donné qu'il n'a pas pris connaissance de l'Accord. J'ose espérer qu'il acceptera de formuler quelque commentaire concernant l'Accord de libre-échange au lieu de laisser son imagination battre la campagne.

**M. Crosbie:** Monsieur le président, nous pouvons tous être reconnaissants de ce que nous épargnons à ses étudiants.

**Des voix:** Oh, oh!

**Des voix:** Bravo!

**M. Crosbie:** Le député de «Windsor-la-Déprimée» devrait tout simplement s'asseoir confortablement et se détendre.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Crosbie:** Voyons un peu l'Accord de libre-échange et le développement régional. Il apert que le gouvernement libéral a signé l'Accord du GATT, sauf erreur, en 1947. Depuis lors, le GATT renferme le Code des subsides et des droits compensateurs. Je sais que le député de «Winnipeg-Centre-Ramolli» l'ignorait, car il n'a jamais examiné cet Accord. A dire le vrai, je me demande s'il a jamais regardé quoi que ce soit, si ce n'est lui-même dans un miroir.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Crosbie:** Les articles 8 et 11 du Code des subventions et des droits compensateurs se lisent comme il suit: «Les gouvernements ont recours à des subventions pour atteindre des objectifs importants de politique sociale et économique. Ces objectifs comprennent notamment l'élimination des désavantages économiques et sociaux de régions déterminées.»

Autrement dit, depuis 1947, les gouvernements ont reçu l'imprimatur. Ils ont obtenu la permission. Ils ont obtenu l'autorisation. Ils ont eu la permission d'accorder des subventions, à l'intérieur de leurs propres frontières, pour atteindre certains objectifs importants dans les domaines social et économique, y compris l'élimination des disparités industrielles, économiques et sociales entre les régions. Je suis moi-même d'une région défavorisée depuis 400 ans sur les plans industriel, économique et social.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Crosbie:** Croyez-vous un seul instant que j'appuierais un accord de libre-échange qui interdirait au gouvernement central d'aider ma région? Croyez-vous que le premier ministre de Terre-Neuve...

**Des voix:** Oh, oh!